
Brèves économiques pour le Mexique et l'Amérique centrale du 9 au 15 août 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

Les négociations de l'ALENA ont repris du 15 au 17 août à Washington entre le Mexique et les Etats-Unis.

Les thèmes prévus à l'agenda des négociations cette semaine sont le chapitre sur l'emploi, les mécanismes de résolution des controverses (investisseurs/Etat) et les règles d'origine du secteur automobile. Concernant le chapitre sur l'emploi, les Etats-Unis et le Mexique tâcheront de se mettre d'accord sur l'inclusion d'une annexe spécifique où seront précisées les améliorations que le Mexique s'engage à mettre en œuvre sur les droits des travailleurs.

Le Mexique maintient comme « ligne rouge » le thème de la temporalité des exportations agricoles.

Le Ministre de l'Economie, Ildefonso Guajardo, déclare qu'au cours de cette 4^{ème} semaine consécutive de négociations, les discussions progressent sans pour autant se conclurent. La probabilité d'un accord soit conclu avant la fin du mois d'août est de 50% selon Bosco de la Vega, Président du Conseil National Agricole.

Selon Guajardo, l'avancement des négociations ne se mesure pas au nombre de chapitres conclus mais au nombre de thèmes et paragraphes traités. La semaine passée, il annonçait la conclusion de 20 thèmes sur 30 (incluant des chapitres et annexes sectorielles) et l'absence de consensus sur le thème salarial relatif aux règles d'origine automobile. Les thèmes les plus complexes de la négociation (clause « sunset », temporalité des exportations agricoles, chapitre 19, règles d'origine) seront traités en dernier et en présence du Canada.

Le Canada devrait participer aux négociations qui auront lieu la semaine prochaine.

L'incertitude autour des négociations de l'ALENA n'a pas porté préjudice au commerce bilatéral : les exportations du Mexique vers les Etats-Unis ont atteint les 169,3 Mds USD entre janvier et juin 2018. Les échanges avec Mexique représentent 14,6% du commerce extérieur étasunien, derrière la Chine (15,2%) et le Canada (15,1%). La hausse des exportations mexicaines vers les Etats-Unis s'explique par l'augmentation de la demande étasunienne, impulsée par une croissance économique supérieure aux prévisions.

Economie

Le taux d'inflation enregistré au mois de juillet est de 4,81%, soit 0,54% supérieur au taux enregistré le mois passé. Il s'agit du 2^{ème} mois de hausse consécutive et du 19^{ème} mois où le taux d'inflation observé est supérieur à l'objectif de la Banque Centrale du Mexique (3% +/- 1 point de %). L'augmentation du prix des fruits et légumes et la hausse du coût des produits issus du secteur énergétique explique le niveau d'inflation. En effet, le composant énergétique du panier de référence utilisé pour le calcul de l'inflation est passé d'une variation annuelle de 7% au mois de janvier à une variation de 17,63% en juillet.

La dépréciation de la lire turque (-6% ces 4 derniers jours) génère aversion au risque et volatilité sur l'ensemble des devises des pays émergents, notamment sur le MXN (perte de valeur d'1,36% par rapport à hier). La baisse des prix du pétrole affecte également la devise mexicaine (chute de 3,03% du brut étasunien, hissant le prix du baril à 60,72 USD). Le taux de change dépend principalement des négociations de l'ALENA, bien que peu de déclarations significatives aient été annoncées cette semaine. Le 15 août, le taux de change était de 19,22 MXN/USD, et pourrait s'approcher des 18 MXN/USD une fois les négociations de l'ALENA achevées.

Le Président élu, Lopez Obrador, prévoit d'investir 12,7 Mds € au financement des programmes de sa politique sociale. Ainsi, 120 Mds MXN seront dédiés aux pensions mensuelles versées à partir du 1^{er} janvier 2019 aux personnes âgées de 31 entités fédérales (soit 1 160 MXN par mois et par personne). 105,2 Mds MXN seront également investis

dans le programme de bourse dédié aux étudiants (2 400 MXN versés mensuellement à 300 000 étudiants, soit 8 640 Mds MXN) et aux apprentis (3 500 MXN versés mensuellement à 2 300 000 jeunes travailleurs, soit 96,6 Mds MXN). Le futur Président prévoit également d'investir 15 840 Mds MXN au soutien des communautés indigènes, suite à la création de l'Institut National du Peuple Indigène (se substituant à l'actuelle Commission Nationale pour le Développement des Peuples Indigènes).

AMLO s'est entretenu avec le CCE et les représentants patronaux de la Commission Nationale des Salaires Minimaux (Conasami) au sujet du salaire minimum, qu'il souhaite fixé au niveau du seuil de bien-être (100 MXN hebdomadaires, contre 88,36 MXN actuellement). Le CCE estime qu'il est possible d'atteindre les 170 MXN à la fin du mandat du futur Président.

Les propositions fiscales faites par AMLO pour dynamiser la frontière entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2019 : baisse de la TVA de 16 à 8%, baisse de l'impôt sur les revenus et homogénéisation du coût énergétique à celui des Etats-Unis. La création d'une zone stratégique à la frontière devrait bénéficier, entre autres, à la Basse-Californie.

Le futur Président a procédé à la nomination de 4 nouveaux Vice-Ministres : Aldredo Dominguez, Vice-Ministre du travail ; Horacio Duarte, Vice-Ministre de l'emploi (en charge du programme social pour les jeunes) ; Adriana Montiel, Vice-Ministre du bien-être et Javier May Rodriguez, Vice-Ministre de l'inclusion productive et du développement des territoires ruraux.

Selon la Chambre Mexicaine de l'Industrie et de la Construction, la transition gouvernementale constitue un frein aux investissements dans les infrastructures prévus cette année : au 1^{er} août, seul 45% du budget (soit 625 Mds MXN) a été utilisé. Ce retard dans l'assignation de l'investissement public réduit la productivité du secteur de la construction (et principalement la création d'emploi dans ce secteur), lequel a accumulé 26 mois consécutifs de baisse de son activité productive.

L'avis technique concernant le NAIM sera dévoilé le 16 août. Javier Jiménez Espriu est contraint de réévaluer ses conclusions après avoir reçu un document exposant les considérations d'organisations internationales aéronautiques concernant la sécurité aérienne. Pour cette raison, une conférence de presse, où AMLO dévoilera le contenu de l'avis technique, est prévu le 16 plutôt que le 15 août.

Projet d'infrastructure : Le train maya

AMLO a annoncé le 13 août l'élargissement du « train maya » aux Etats de Campeche et du Yucatan (les Etats initialement desservis par le projet de train maya étaient Quintana Roo, Chiapas et Tabasco). La ligne ferroviaire s'étendrait donc sur 1500 km (soit 600 km de plus que le projet initial). Cette extension permettra de connecter le tourisme de la côte aux zones archéologiques et culturelles de la péninsule du Yucatan.

Le futur Président prévoit un investissement de 6,8 Mds € au cours des 4 ans de construction de la ligne ferroviaire, soit plus de la moitié de l'investissement prévu dans le NAIM (248,2 M MXN).

Son financement se ferait grâce à un partenariat public-privé. 28 Mds MXN proviendront de fonds relatifs aux impôts récoltés grâce aux touristes et propres aux Etats, tandis que les 122 Mds MXN seront financés par le secteur privé. Ce fond public correspond aux montants perçus par l'Etat via le « droit de non-résidence », quota à la charge des étrangers ne disposant pas de permis pour réaliser des activités rémunérées lorsqu'ils arrivent au Mexique, et servant principalement au financement de la promotion touristique du pays. En 2017, 6 700 M MXN ont été recueillis et 80% de ce montant a effectivement servi à promouvoir le tourisme. Ainsi, les entrepreneurs du secteur touristique affirment qu'il est impératif que l'investissement dans cette infrastructure soit principalement privé afin de concentrer les ressources publiques dans la promotion du tourisme.

Un premier appel d'offres relatif au projet est prévu le 1 décembre 2018. Il sera international et ne discriminerait pas les entrepreneurs suivant leur nationalité.

Selon le Conseil des Entreprises (CCE), le seul chemin de fer rentable dans le projet du train maya est celui reliant Cancun à Tulum, unique ligne ferroviaire du projet ayant été étudié.

Des entreprises ferroviaires de divers pays d'Europe et d'Asie sont d'ores et déjà intéressées par le projet, principalement concernant la ligne de chemin de fer traversant l'Etat de Quintana Roo. L'Agence de Projets Stratégiques de l'Etat ne précise pas le nombre d'entreprises intéressées mais affirme que des offres ont déjà été faites à travers la plateforme *Proyectos México*. L'organisation de réunions de travail entre les représentants des différentes entités qui participeront au projet est en cours. Au cours des discussions seront analysées l'origine des fonds nécessaires au financement du train et la possibilité de créer un fond en fiducie, rassemblant l'ensemble des apports.

Entreprises et grands contrats

Safran prévoit d'investir dans un 8^{ème} projet dans l'Etat de Querétaro. Les négociations sont actuellement en cours, et davantage de détails quant au devenir du projet seront révélés prochainement. Le dernier projet de l'entreprise française représentait un investissement de 25 M USD et se concentrait sur la production de structures auxiliaires pour le moteur LEAP (*Leading Edge Aviation Propulsion*).

Les taxes de 25 et 10% imposés par les Etats-Unis sur les importations mexicaines d'acier et d'aluminium portent préjudice au secteur immobilier, et plus particulièrement aux entreprises dont les contrats de construction de bâtiments industriels ont été signés après le mois de juin dernier. Ces droits de douanes ont des répercussions de court terme sur le prix des loyers des bâtiments industriels, dont l'édification nécessite en moyenne 25% de matériaux contenant de l'acier ou de l'aluminium. Ainsi, le coût de construction s'est apprécié de 11,5% en juin 2018, hausse la plus élevée depuis le mois de mai 2017. La construction de nouveaux bâtiments industriels a donc diminué de 11% entre le second trimestre 2017 et la même période en 2018, la plupart des entreprises préférant suspendre leur contrat en attendant la fin des négociations de l'ALENA.

L'Institut National d'Electricité et d'Energies Propres, en association avec le Fond pour les Energies Vertes opéré par la BID, a publié le 10 août une convocation relative à l'ouverture d'un programme de subvention pour la promotion de développeurs géothermiques, disponible à [l'adresse suivante](#).

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 16/08/2018
Bourse (IPC)	-2,43%	-5,57	48 328,79
Risque pays (EMBI+Mx)	+6,22%	+8,46%	205
Taux de change USD/Peso	+3,03%	+7,34%	19,01
Taux de change Euro/Peso	+1,72%	+4,96%	21,76
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-3,3%	+36,7%	60,72

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Malgré la crise fiscale, la croissance reste solide au Costa Rica : le pays a enregistré au mois de juin une croissance interannuelle de 4,2%. Pour le premier semestre 2018, la croissance a en moyenne atteint 3,6%, s'appuyant essentiellement sur le dynamisme du secteur de la construction. **L'inflation à atteint 2,1% g.a. en juillet.**

En juin, l'Indice mensuel d'activité économique (IMAE) présente une légère accélération, selon la Banque centrale. En effet, l'activité économique s'est accélérée à 4,23% en variation interannuelle. Cette performance répond à la croissance de certaines activités comme la construction qui a connu une progression de 13,5% en juin, les services financiers (+3,7%) et le secteur minier (+1,2%). Malgré cette légère accélération, la Banque a revu à la baisse ses perspectives de croissance pour la fin de l'année à 3,2%.

La proposition d'augmenter l'impôt sur les intérêts des investissements financiers au Costa Rica, pourrait rendre le crédit plus cher pour le gouvernement et le secteur privé. La Bourse nationale des valeurs (BNV) estime que cette initiative est préoccupante car on ne connaît pas en détail l'impact qu'elle pourrait avoir sur l'activité boursière et financière du pays. Une des conséquences de la taxe sur les intérêts serait le renchérissement du crédit qui affectera tous les secteurs de l'économie nationale, selon la BNV. De plus, le coût de la dette émise par le ministère des Finances sera impacté et devra être assumé par les entités plaçant les titres sur le marché. Enfin, la BNV estime que si cette proposition est approuvée, elle représentera une charge fiscale plus élevée pour le secteur et la classe moyenne qui serait directement touchée par l'augmentation du paiement de leurs engagements bancaires. Des hausses sont attendues dans les remboursements des prêts hypothécaires, automobiles et de dettes de cartes de crédit, dans le même temps que la réduction du revenu disponible des ménages, en raison de taxes plus élevées sur les services qu'ils consomment.

Au 1^{er} semestre 2018, l'importation d'automobiles a chuté de 17% en g.a. Sur la période, le nombre de véhicules neufs importés a diminué de 14% à 24 395 unités. De même, les véhicules d'occasion importés ont baissé de 23% à 10 762. L'association des importateurs de véhicules a pour objectif l'importation de 45 000 unités neuves, d'ici la fin de l'année, ce qui représente une diminution de 10% par rapport à 2017.

Moody's reproche le manque de surveillance financière et de communication interne au sein du gouvernement costaricien. L'agence a mis en question le gouvernement central pour le paiement de la dette interne sans l'autorisation de l'Assemblée législative, et a souligné la forte dépendance à l'égard des placements à court terme ainsi que les problèmes croissants du pays pour se financer. Le paiement sans autorisation d'obligations arrivant à échéance et la demande de budget de 600 000 M CRC montre le manque de supervisions financière. Cela est à ajouter à l'absence de réforme fiscale ces dix dernières années. Par ailleurs, l'agence souligne que le raccourcissement des échéances de la dette intérieure reflète un marché local de moins en moins disposé à financer les déficits publics. En outre, selon Moody's, étant donné les pressions persistantes sur la liquidité, la forte dépendance du pays vis-à-vis de la dette à court terme persistera, ce qui augmentera le risque de refinancement à l'avenir. Par ailleurs, sur 15 pays d'Amérique latine évalués par l'agence, le Costa Rica a la plus forte proportion de dette à court terme.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Après une inflation interannuelle oscillant entre 3,8% et 4,7% entre janvier et juin, l'inflation décelère au mois de juillet pour atteindre 2,6 %. Il s'agit du deuxième taux le plus bas pour un mois de juillet depuis 2011.

Le gouvernement guatémaltèque se prépare au premier versement des 150 MUSD accordés par la BID pour améliorer le système d'éducation du pays. 88,81 MUSD seront destinés à la mise en état de 3 000 écoles et la mise en fonctionnement de 2 000 modules. 54,52 MUSD seront utilisés pour améliorer la qualité de l'éducation et le montant restant permettra de financer l'administration, l'évaluation et la supervision du projet. Ce versement aura lieu dès le lancement du projet en septembre prochain. Ce projet devrait bénéficier à plus de 60 000 étudiants et à la formation de 10 000 enseignants. Près de 2 700 écoles seront équipées avec des nouvelles technologies et 27 800 autres recevront du matériel scolaire.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

Au 1^{er} semestre 2018, les exportations du Honduras ont atteint 2 486 M USD, soit une baisse de 2,7% par rapport au premier semestre 2017. Cette baisse peut en grande partie être attribuée à la baisse des ventes de café suite à la baisse des prix du produit sur le marché international. Les Etats-Unis restent le premier partenaire commercial de du Honduras (récepteur de 35.2% des exportations), suivis par l'Europe (32,7%) et l'Amérique Centrale (18.9%).

La Colombie est le quatrième investisseur étranger au Honduras. Les flux d'IDE en provenance de ce pays ont représenté 13,3 MUSD de janvier à mars 2018. Fin 2017, ces flux se sont élevés à 103,9 MUSD, en croissance de 5,3% par rapport à 2016. Près de 9% des IDE reçus par le Honduras proviennent de Colombie, derrière le Panamá (20% du total), les États-Unis (17%) et le Guatemala (9%). A titre d'exemple, l'entreprise textile Tutto est présente dans le marché hondurien depuis 12 ans avec huit points de vente et 200 distributeurs. D'autres exemples sont Pintuco (marque

Protecto), Davivienda, Avianca et Cementos Argos. Entre 2000 et 2014, les flux d'IDE colombiens vers l'Amérique centrale ont atteint 9,2 Mds USD. Dont la principale destination a été le Panamá (70,7%), suivi du Guatemala (10,9%), El Salvador (7,8%), le Honduras (5,8) et le Costa Rica (4,9%).

Le Honduras avance dans la construction d'un canal sec, autoroute de 4 voies qui relie l'Atlantique au Pacifique. Le but principal du projet est de relier Puerto Cortés, principale infrastructure portuaire du pays de la côte Atlantique avec Puerto La Unión au Salvador, côte Pacifique. L'élargissement de Puerto Cortés est réalisé par un concessionnaire des Philippines (ICTSI) pour un montant de 624 MUSD. Les travaux de l'autoroute sont effectués par un consortium équatorien et un autre péruvien pour un montant de 121 MUSD dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

L'informalité s'aggrave au Nicaragua : entre juin 2017 et juin 2018, le pays a enregistré une baisse de 12% du nombre de ses travailleurs. Cette tendance est une conséquence directe de la crise politique qui secoue le Nicaragua : des pertes de 4% et 7% (g.a.) avaient déjà été enregistrées au mois d'avril et mai respectivement. **Au total, plus de 86 000 emplois formels ont été perdus depuis le début de la crise, soit l'équivalent de 2 ans de création d'emploi** (88 000 nouveaux travailleurs s'étaient affiliés à la sécurité sociale entre janvier 2016 et décembre 2017).

Au mois de juillet, le Nicaragua enregistre une inflation interannuelle de 5,2%.

La crise au Nicaragua a paralysé 80% du transit de marchandise en Amérique centrale. Selon le Secrétariat d'Intégration Économique Centraméricaine (SIECA), le transit de marchandises en mai et juin 2018 s'est réduit de 79% en direction Sud-Nord et de 75% en direction Nord-Sud. Au premier trimestre 2018, avant la crise politique nicaraguayenne les échanges intra-régionaux ont atteint 2,375 Mds USD (exportations des pays d'Amérique centrale à destination du Nicaragua). Les principaux produits bloqués sont les ciments, les médicaments, les peintures et vernis, les produits de boulangerie et pâtisserie, entre autres. Selon la Chambre d'industrie du Guatemala, les pertes du secteur sont estimées à 75 MUSD.

L'entreprise Arcadis Nederland (Pays-Bas) réalisera des études de faisabilité pour la construction du Port Bluefields, sur la côte Caraïbe du Nicaragua pour relier l'Atlantique au Pacifique. Le ministre nicaraguayen des transports et infrastructure estime que le montant de cet investissement s'élève à 275 MUSD, financé par la BID. Les études seront remises au gouvernement nicaraguayen l'année prochaine.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Au 1^{er} semestre, le ministère du Travail enregistre une diminution de 4,8% des contrats de travail signés en g.a. Par ailleurs, le taux de chômage en 2018 a augmenté de 0,2 point de pourcentage atteignant 5,8 %. Le taux de chômage des femmes augmente en 2018 à 7,9%, contre 6,9% en 2017. Le taux de chômage des hommes a en revanche diminué à 4,3% (après 4,6% en 2017).

La hausse des taux de la Fed exerce une pression sur les émetteurs locaux. En effet, cette augmentation des taux d'intérêt a un effet secondaire sur le marché de la dette locale. Depuis 2015, la Fed a relevé sept fois les taux, désormais entre 1,75 et 2%. Le marché local offre généralement de meilleurs taux de rendement aux investisseurs, mais avec ce phénomène, l'avantage concurrentiel diminue. Une probable poursuite de la hausse des taux FED continuerait à faire pression sur les émetteurs locaux, qui, comme cela s'est produit dans le cas des dépôts bancaires, devront éventuellement offrir de meilleurs taux pour rendre leurs titres plus attractifs pour les investisseurs.

Au 1^{er} semestre 2018, le paiement des intérêts de la dette publique a augmenté de 6% en g.a., atteignant 567 M USD. La dette publique a également augmenté, de 3,6%, passant de 23,389 MD USD en janvier à 24,233 Md USD, fin juin.

La Zone Franche de Colon (ZLC) connaît une reprise entre janvier et juillet 2018. En effet, l'activité commerciale de la ZLC a connu une augmentation de 8,4% en g.a., atteignant 12,62 Md USD. Pour le seul mois de juillet, l'activité commerciale a totalisé un montant des échanges de 1,972 Md USD, en hausse de 17,8% par rapport à juillet 2017.

CARAÏBES

2017 – PIB : 142 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Barbade

2017 – PIB : 5 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

Standard & Poor's a abaissé la notation sur les émissions d'obligations mondiales à « D » (défaut). La solvabilité de la Barbade a atteint son niveau le plus bas après une série de dégradations au cours des dernières années et des paiements manqués sur la dette du pays. S&P a indiqué que les obligations, dues l'année prochaine et en 2022 étaient auparavant notées CC. S&P a accusé le gouvernement de placer les obligations en défaut sur les paiements manqués. Le 4 et 6 août 2018, la Barbade a manqué les paiements de coupon sur ses obligations à échéance 2022 et 2019 et l'agence estime que le gouvernement ne les réalisera pas. Cela fait suite à la décision prise par l'administration de Mia Mottley de suspendre les paiements dus aux créanciers commerciaux extérieurs et de demander aux créanciers locaux de reporter les principales échéances jusqu'à ce que le gouvernement parvienne à un accord avec ses créanciers. Enfin, les coupons internationaux à payer par la Barbade incluent : 190 M USD à 6,6% dus en 2035 ; 150 M USD à 7,25% dus en 2021 ; 200 M USD à 7% dus en 2022 ; et 40 M USD à 7,8% arrivant à échéance en 2019.

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

L'extension de la deuxième ligne du métro de Saint Domingue a été mise en service. D'un montant de 385 MUSD, elle comprend la construction de 3,4 km de voies et de 4 stations. Elle aura été financée en partie par l'AFD dans le cadre du programme d'aménagement urbain et de mobilité de Saint-Domingue Est, bénéficiant d'un prêt de 210 MUSD. Un premier contrat de 42 M EUR financé par Banco Santander, dont 24 M EUR couverts par la Coface a été réalisé par un consortium composé de Thales pour les systèmes de communication, de contrôle et de péage, de CIM et de TSO, pour le système ferroviaire, de l'allemand Siemens pour l'électrification et la signalisation, et de Sofratesa, partenaire locale des entreprises françaises qui intervient sur tous les lots. Un second de 32,5 M EUR, pour la fourniture du matériel roulant a été remporté par Alstom. Cette nouvelle ligne devrait ajouter 180 000 usagers au réseau actuel qui en compte déjà 270 000 quotidiens.

L'inflation enregistrée au 1^{er} semestre en République Dominicaine est de 1,41%. La Banque centrale a annoncé une inflation de 1,41% sur le premier semestre de l'année avec un résultat de -0,02% pour le mois de juillet. L'inflation cumulée en glissement annuel atteint ainsi 4,43%, respectant l'objectif pour 2018 de 4% ± 1%. Les groupes de biens et services qui ont le plus cru sur le premier semestre sont les transports (+3,89%), les boissons alcoolisées et le tabac (+3,17%) et la santé (+2,25%). Ceux qui ont cru le plus modérément sont les communications (+0,14%), les aliments (+0,22%) et l'éducation (+0,82%).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.